



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 13 JAN. 2025

mettant en demeure la société Adler Pelzer Group
de respecter des dispositions du code de l'environnement
et de son arrêté préfectoral d'autorisation

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU la décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.515-70, R.515-71-I, R.181-46-II et L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 juillet 2009 autorisant la société Adler Pelzer Group à exploiter ses installations à Marckolsheim ;
- VU le rapport du 4 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 28 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT l'article R.181-46-II du code de l'environnement susvisé disposant que :

« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

CONSIDÉRANT que le jour de la visite d'inspection, de nouvelles lignes de productions ont été vues en fonctionnement et que de nouveaux conduits de cheminées ont été installés, sans que cela n'a été porté préalablement à la connaissance de la préfecture du Bas-Rhin ;

CONSIDÉRANT l'article R.515-71-I du code de l'environnement susvisé disposant que :

« En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. » ;

CONSIDÉRANT l'article 6BIS de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé disposant que :

« I. La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/ gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R. 515-58 du même code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour :

- les produits de chimie organique fine (OFC) ;
- la chimie inorganique de spécialité (SIC) ;
- la fabrication de polymère (POL). » ;

CONSIDÉRANT que l'installation est classée suivant la rubrique n°3410 h) (« Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) ») de la nomenclature des installations classées et que de ce fait, cette activité dispose de meilleures techniques disponibles pour l'activité de « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de matières plastiques (polymères, fibres synthétiques,...) » et que cette rubrique des installations classées est concernée par les conclusions des meilleures techniques disponibles pour la fabrication de polymère (POL) ;

CONSIDÉRANT que la décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (WGC), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, est parue le 12 décembre 2022 au journal officiel français ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant devait adresser un dossier de réexamen des meilleures techniques disponibles dans les douze mois suivant la publication de cette décision, soit le 12 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen des meilleures techniques disponibles, ce qui n'est pas conforme à l'article R.515-71-I du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT les prescriptions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral sus-visé :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O₂ de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux) :

Nature de l'installation / id de l'émissaire	Paramètres	Concentration en mg/Nm ³
Cheminées de toutes les installations de production	Poussières totales	25
	Acétaldéhyde, formaldéhyde, phénol et TDI	5
	Ammoniac	5
	COV (cheminées de types A, B, C, D, E et F existantes)	20
	COV (cheminées de type H et L)	55
Aérothermes	Poussières	5
	SO ₂	35
	Nox	350

»

CONSIDÉRANT les prescriptions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral sus-visé :

« On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Substances	Flux horaires en g/h
Poussières	375
acétaldéhyde + formaldéhyde + TDI + phénol	45
ammoniac	50
COV	1150

Les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant. »

CONSIDÉRANT que les rapports de contrôle des rejets atmosphériques (datant du 25 mai 2023, du 09 octobre 2023 et du 30 juillet 2024) montrent des dépassements des valeurs limites d'émissions en :

- concentration de COV :
 - 76,5 mg/Nm³ et 133 mg/Nm³ en 2023 dans des cheminées de type H ;
 - 94,8 mg/Nm³ et 79,2 mg/Nm³ en 2024 dans des cheminées de type H ;
- flux de COV :
 - 1 888,6 g/h (au premier semestre) et 2 093,2 g/h (au second semestre) pour l'année 2023 ;
 - 2 414,5 g/h pour le premier semestre de l'année 2024 ;
- flux d'ammoniac :
 - 193,3 g/h pour le premier semestre de l'année 2024.

ce qui n'est pas conforme aux articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral sus-visé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine... »* ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- dans un délai de six mois, l'article R.181-46-II du code de l'environnement susvisé disposant que :

« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

En déposant un porter à connaissance des modifications effectuées auprès des services de la Préfecture du Bas-Rhin ;

- dans un délai six mois : l'article R.515-71-I du code de l'environnement susvisé disposant que :

« En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. » ;

En déposant le dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles de la décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06 décembre 2022 (publiée le 12 décembre 2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique (WGC) et pour l'activité de fabrication de polymères (POL), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.

- dans un délai six mois : les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-visé disposant que :
 - Article 3.2.4

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O₂ de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux) :

Nature de l'installation / id de l'émissaire	Paramètres	Concentration en mg/Nm ³
Cheminées de toutes les installations de production	Poussières totales	25
	Acétaldéhyde, formaldéhyde, phénol et TDI	5
	Ammoniac	5
	COV (cheminées de types A, B, C, D, E et F existantes)	20
	COV (cheminées de type H et L	55
(...)	(...)	(...)

»

- Article 3.2.5

« On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Substances	Flux horaires en g/h
Poussières	375
acétaldéhyde + formaldéhyde + TDI + phénol	45
ammoniac	50
COV	1150

»

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Alder Pelzer Group par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Marckolsheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Mathieu DUHAMEL

